



**HAL**  
open science

# Mobilisation politiques des groupes ethno-raciaux dans l'Amérique d'Obama : introduction

Yohann Le Moigne, Julien Zarifian

► **To cite this version:**

Yohann Le Moigne, Julien Zarifian. Mobilisation politiques des groupes ethno-raciaux dans l'Amérique d'Obama : introduction. *Revue Française d'Etudes Américaines*, 2017, Mobilisation politiques des groupes ethno-raciaux dans l'Amérique d'Obama, 3 (152), pp.3-17. 10.3917/rfea.152.0003 . hal-02384396

**HAL Id: hal-02384396**

**<https://hal.science/hal-02384396>**

Submitted on 28 Nov 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## MOBILISATIONS POLITIQUES DES GROUPES ETHNO-RACIAUX DANS L'AMÉRIQUE D'OBAMA

Yohann Le Moigne, Julien Zarifian

Belin | « *Revue française d'études américaines* »

2017/3 N° 152 | pages 3 à 17

ISSN 0397-7870

ISBN 9782410010459

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-francaise-d-etudes-americaines-2017-3-page-3.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Yohann Le Moigne, Julien Zarifian « Mobilisations politiques des groupes ethno-raciaux dans l'Amérique d'Obama », *Revue française d'études américaines* 2017/3 (N° 152), p. 3-17.  
DOI 10.3917/rfea.152.0003  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Mobilisations politiques des groupes ethno-raciaux dans l'Amérique d'Obama

YOHANN LE MOIGNE ET JULIEN ZARIFIAN

Les groupes minoritaires qui constituent la mosaïque ethno-raciale états-unienne se distinguent avant tout par leur grand nombre, leurs différences et leur diversité. Certains sont autochtones à l'Amérique du nord, d'autres sont issus de l'esclavage, d'autres encore de l'immigration. Leurs origines géographiques sont souvent très variées, tout comme ce qui façonne leur identité, qu'il s'agisse de caractéristiques phénotypiques (ou plus précisément d'une expérience commune de discrimination basée sur ces caractéristiques phénotypiques), ou de pratiques linguistiques, culturelles, religieuses, etc. On observe aussi souvent, suivant les groupes, des niveaux socioéconomiques très contrastés ou encore des rapports spécifiques à l'ensemble national américain, pouvant aller du rejet à l'assimilation, en passant par différents degrés d'acculturation (Berry). Les choses sont d'autant plus complexes que, dans ces deux derniers domaines comme dans d'autres, la donne varie, parfois très nettement, au sein même de chacune des « communautés », ce qui implique une utilisation raisonnée et critique du concept même de « communauté », comme nous invitent à le faire certains articles de ce numéro de la *Revue française d'études américaines* (en particulier celui de James Cohen, qui traite des mouvements de défense des droits des immigrants à Tucson, Arizona, ainsi que l'entretien avec Melina Abdullah, portant essentiellement sur le mouvement Black Lives Matter [BLM]).

L'une des rares caractéristiques communes à ces minorités ethno-raciales est qu'elles comptent toutes, ou presque toutes, en leur sein des individus animés par des revendications d'ordre politique, générant la plupart du temps activisme et mobilisation(s) au nom du groupe. Ainsi, David Paul et Rachel Anderson Paul identifient dans *Ethnic Lobbies and U.S. Foreign Policy* 38 groupes ethno-raciaux différents menant des activités de lobbying au niveau fédéral (Paul et Anderson Paul) – excluant donc les autres types de mobilisation politique, en particulier plus informelle, ou encore l'activisme

des groupes au niveau local, que ce volume aborde également, notamment par l'article de James Cohen, mais aussi celui de Côme Pérotin qui traite des concurrences entre Juifs hassidiques et Latinos à Brooklyn. Cette mobilisation et cet activisme prennent donc des formes très variées, comme le montrent également les articles de Céline Planchou, étudiant les mobilisations amériindiennes récentes contre les oléoducs Keystone XL et Dakota Access, et de Julien Zarifian, sur les rapports entre les Arméno-Américains et l'administration Obama, en particulier autour de la question de la reconnaissance du génocide de 1915 par Washington. Ils n'en demeurent pas moins une réalité manifeste et souvent très visible – bien que certaines pratiques politiques de ces groupes puissent être « discrètes » et relèvent parfois de ce qu'on appelle l'infrapolitique (Marche ; Kelley).

Les études traitant de la mobilisation d'un groupe spécifique sont nombreuses<sup>1</sup>. Pour autant, celles visant à analyser simultanément l'activisme de plusieurs groupes ethno-raciaux minoritaires – qu'ils soient blancs, noirs, latinos, asiatiques, etc. – demeurent assez rares en langue anglaise<sup>2</sup> et sont quasiment inexistantes en français<sup>3</sup>. À tel point que Jan Leighley, dans son ouvrage majeur, *Strength in numbers? The political mobilization of racial and ethnic minorities* – qui se concentre d'ailleurs essentiellement sur les Africains-Américains et les Latinos –, expliquait dès la quatrième de couverture : « [...] tout le monde s'accorde sur le fait que cette diversité [ethno-raciale] influence sensiblement les dynamiques politiques [...] [mais] on sait assez mal comment les groupes raciaux et ethniques s'organisent et participent à la vie politique [...] » (Leighley). Pourtant, cette participation politique des minorités ethno-raciales et les pratiques qui la permettent sont des thèmes particulièrement importants et peuvent en dire long autant sur les groupes en question que sur le système politique américain dans son

1. Voir par exemple : Caroline Rolland-Diamond, *Black America : une histoire des luttes pour l'égalité et la justice (xix<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> siècle)* (Paris : La Découverte, 2016) ; Emmanuelle Le Texier, *Quand les exclus font de la politique : le barrio mexicain de San Diego, Californie* (Paris : Presses de Sciences Po, 2006) ; Minion K. C. Morrison, *Black Political Mobilization : Leadership, Power and Mass Behavior*, Albany, NY : State University of New York Press, 1987) ; Linda Trinh Vo, *Mobilizing an Asian American Community* (Philadelphia, PA : Temple University Press, 2004) ; ou encore Amaney Jamal, « The Political Participation and Engagement of Muslim Americans : Mosque Involvement and Group Consciousness ». *American Politics Research* 33.4 (juillet 2005) : 521-544.

2. Pour des exceptions notables, voir par exemple : Jan Leighley, *Strength in Numbers ? The Political Mobilization of Racial and Ethnic Minorities* (Princeton, NJ : Princeton UP, 2001) ; Rufus P. Browning, Dale Rogers Marshall et David H. Tabb (dir.), *Racial Politics in American Cities* (3<sup>e</sup> édition) (New York : Longman Publishers, 2003) ; Kyle L. Kreider et Thomas J. Baldino (dir.), *Minority Voting in the United States* (Santa Barbara, CA : Praeger, 2016).

3. On pourra toutefois citer Frédéric Douzet, *La couleur du pouvoir : géopolitique de l'immigration et de la ségrégation à Oakland, Californie* (Paris : Belin, 2007).

## INTRODUCTION

ensemble et notamment sur la question de l'investissement du plus grand nombre dans la vie politique (Grossman).

L'étude de cette thématique s'avère d'autant plus pertinente sur la période que ce dossier se propose de cibler en priorité la présidence Obama, qui semblait annoncer, selon certains, l'avènement d'une Amérique post-raciale (Pettygrew)<sup>4</sup> – le premier président « noir » de l'histoire des États-Unis étant souvent perçu comme proche des groupes minoritaires, et ce avant même d'être élu (Dupuis et Boeckelman). Or il s'avère d'une part qu'au terme des deux mandats de Barack Obama, les inégalités raciales sont encore extrêmement prégnantes dans tous les domaines de la vie sociale (Harris et Lieberman) et que, d'autre part, les mobilisations et l'activisme des groupes ethno-raciaux demeurent vivaces.

De la crise des subprimes (qui a touché les Noirs et les Latinos de façon disproportionnée) à la campagne présidentielle de 2016 (et son lot de propos stigmatisants à l'encontre des Latinos et des Asiatiques), puis à l'élection de Donald Trump à la Maison-Blanche, en passant par la série très médiatisée d'homicides policiers ciblant (en grande majorité) des hommes noirs entre 2014 et 2016, rien au cours des neuf dernières années ne porte à croire que les États-Unis seraient finalement entrés dans un « univers parallèle post-racial » (Taylor).

Dans un autre domaine, les lobbies dits « ethniques », cubains ou juifs par exemple, sont demeurés particulièrement actifs au cours de la présidence Obama et leur activisme visant à influencer une politique étrangère américaine que nombre d'entre eux considéraient contraire aux intérêts qu'ils défendent n'a pas baissé d'intensité. Ainsi, les lobbies cubains et juifs « mainstream », certes pas représentatifs de l'ensemble des populations dont ils se réclament, mais toujours actifs et influents, se sont parfois opposés avec virulence à l'administration Obama et aux congressistes qui en étaient les plus proches sur deux dossiers sensibles de la politique étrangère américaine de ces dernières années : le rétablissement de liens diplomatiques avec Cuba et les relations américano-iraniennes (et en particulier la signature de l'accord sur le nucléaire iranien en 2015). La race (évidemment entendue comme une construction sociale et non comme une réalité biologique) et l'appartenance à un groupe, une catégorie ou une communauté ethno-raciale (pour reprendre les distinctions mises en avant par l'article de James Cohen dans ce dossier) comptent ainsi toujours aux États-Unis et demeurent des éléments importants de la vie politique américaine.

---

4. Le futur président avait d'ailleurs lui-même expliqué, dès 2004 : « Il n'y pas une Amérique noire et une Amérique blanche et une Amérique latino et une Amérique asiatique ; il y a les États-Unis d'Amérique ». Barack Obama, « Illinois Senate Candidate Barack Obama's Speech at the Democratic National Convention in Boston », 7 juillet 2004.

C'est à la lumière de ce paradoxe entre certaines représentations des États-Unis comme une société post- raciale ou *colorblind*, d'un côté, et le poids – ressenti et souvent constaté – des questions raciales et ethniques en politique, de l'autre, que ce dossier se propose d'étudier les mobilisations politiques de quelques groupes ethno-raciaux minoritaires durant la période Obama. En dressant un panorama, forcément non-exhaustif mais néanmoins diversifié de ces mobilisations, ce dossier cherche donc à analyser les interactions entre divers groupes ethno-raciaux et les différentes sphères du pouvoir politique, au niveau national et local, au cours de la présidence Obama maintenant achevée. Nous tenterons d'évaluer par quels moyens et dans quelle mesure ces groupes se mobilisent et pèsent sur la vie politique étatsunienne – quand ils y parviennent – en particulier en matière de politique intérieure mais également, de manière plus marginale, extérieure. Nous chercherons ainsi à comprendre les raisons de leur succès et de leurs échecs, en décryptant leurs stratégies et leur fonctionnement, mais en nous intéressant également à la manière dont les autorités répondent à leurs sollicitations et revendications, ce qui n'a été que rarement étudié dans les travaux sur les mobilisations politiques des minorités ethno-raciales<sup>5</sup>.

Les articles qui composent ce dossier s'attachent par conséquent à montrer en quoi les États-Unis sont encore un pays très fragmenté dans lequel l'appartenance ethno-raciale joue à plein, notamment dans le domaine politique, et visent à préciser et analyser les ressorts et les modalités de ces mobilisations. Ils apportent un éclairage important sur les raisons qui poussent les différents groupes à se mobiliser, les stratégies d'alliances qu'ils développent, ce qui détermine l'efficacité d'un groupe dans la promotion ou la défense de ses droits ou de ses intérêts, les différences et similitudes idéologiques et pratiques des mobilisations selon qu'elles visent à influencer la politique étatsunienne locale, nationale, voire internationale, ou encore l'évolution des relations entre l'administration fédérale et certains groupes ethno-raciaux au cours des huit années de présidence Obama.

Ce dossier est également l'occasion d'aborder des questionnements plus théoriques ayant trait, notamment, à l'articulation des concepts de race et d'ethnicité et à leur mobilisation, en particulier par ceux qui portent les revendications des groupes concernés dans leurs combats politiques (voir notamment l'article de James Cohen et l'entretien réalisé avec Melina Abdullah).

Dans le même temps, la question de la représentativité et de la légitimité de ceux qui, au sein des groupes, portent les mobilisations est posée, de manière plus ou moins directe, dans chacun des articles du dossier et on perçoit bien souvent qu'elle demeure cruciale et est loin d'être tranchée.

5. Pour une exception notable, voir Christina Wolbrecht et Rodney Hero, *The Politics of Democratic Inclusion* (Philadelphia, PA : Temple University Press, 2005).

## INTRODUCTION

Par ailleurs, l'un des objectifs importants de ce dossier est de constituer un panel de groupes ethno-raciaux qui nous permette de ne pas nous focaliser uniquement sur les groupes les plus étudiés, qui sont généralement les groupes racisés<sup>6</sup>, et en particulier les Africains-Américains et les Latinos. Nous avons ainsi souhaité rassembler au sein d'un même volume des contributions traitant des Africains-Américains, des Latinos, ou des Amérindiens, mais aussi de ceux qu'on classe parfois comme « *white ethnics* » (en l'occurrence les Arméno-Américains et les Juifs hassidiques), afin d'initier des comparaisons entre ces groupes et les groupes racisés en termes de motivations (pourquoi se mobilisent-ils ?), de méthodes de mobilisation et de relations avec le pouvoir (à quelque échelle que ce soit). Mais nous espérons également que la confrontation entre les pratiques et les mobilisations de ces différents types de groupes nous éclairera sur le rapport très complexe entre race et ethnicité, et sur le lien entre racisation et assimilation (la racisation étant souvent considérée, dans la sociologie américaine, comme un obstacle à l'assimilation<sup>7</sup>, ce qui explique en partie les trajectoires différentes entre les Africains-Américains et les descendants d'immigrés européens du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup>).

Dans un article publié peu après l'élection de Barack Obama dans la *Revue française d'études américaines*, le politiste Raphael Sonenshein écrivait :

*So is racial politics over? Not by a long shot. Race still matters in the USA, but the role of race has subtly shifted in 2008. Obama's massive popularity makes him a political icon, and this is how racial politics changes in America. The young are usually at the forefront of changes in attitudes, and it is clear that the new daily dynamics of a multiracial and multiethnic society have made the young more comfortable with black leadership. The importance of class and economics in the election has for now pushed into the background the nervous racial symbolism of American politics, but it can reemerge under different circumstances.*

(Sonenshein 20)

Comme semblait le pressentir Raphael Sonenshein et comme le montrent les articles de ce dossier, la question ethno-raciale n'a en fait jamais véritablement quitté le devant de la scène politique américaine et l'élection de Barack Obama n'a donc pas engendré de révolution post-raciale. Elle n'a pas non plus été le principal facteur déclenchant, ou la cause unique, de toutes

---

6. C'est-à-dire des groupes singularisés et marginalisés sur la base de caractéristiques physiques (en particulier la couleur de peau) et/ou de critères culturels considérés comme indépassables et suffisamment étrangers à la culture de la société d'accueil pour constituer un obstacle à leur assimilation.

7. Voir notamment Richard Alba et Victor Nee, *Remaking the American Mainstream. Assimilation and Contemporary Immigration* (Cambridge, MA : Harvard University Press, 2003).

les mobilisations décrites dans ce dossier. En nous intéressant principalement à la période 2008-2016, il ne s'agit donc pas pour nous d'établir un lien de cause à effet systématique entre l'action d'Obama à la Maison-Blanche et les mobilisations politiques des groupes minoritaires (même si ce lien existe parfois), mais d'établir, d'une part, que sa simple présence a pu contribuer à la mise en place des conditions de l'émergence de certaines mobilisations, et d'autre part, que la question ethno- raciale continue de compter dans un État dirigé par un président noir, que certains prétendent *colorblind*.

Les différentes contributions à ce numéro montrent, dans un premier temps, que les mobilisations décrites s'inscrivent dans la continuité de contextes, processus et mobilisations déjà existants. Barack Obama n'est, en effet, pas à l'origine de la stratification raciale américaine, et n'a pas développé les concepts de suprématie blanche et de *racial politics*. Il n'est pas non plus responsable des mobilisations de certains groupes issus de l'immigration, comme les Arméniens ou les Juifs, traités dans ce numéro. Dans ce contexte, son élection n'a pas constitué un tournant mais un moment particulier au cours duquel ont émergé les conditions du renforcement ou de l'émergence de mouvements s'appuyant sur des mobilisations passées.

L'entretien réalisé avec Melina Abdullah, directrice du département de *Pan-African Studies* de la California State University de Los Angeles et militante au sein de Black Lives Matter Los Angeles, souligne d'emblée le poids de l'héritage des luttes passées dans le développement du mouvement BLM. Abdullah met notamment l'accent sur l'importance du *group-based leadership*, ce mode de gouvernance horizontal développé par la militante du mouvement des droits civiques Ella Baker qui est à la base du fonctionnement de Black Lives Matters. Elle revient par ailleurs sur la dimension multigénérationnelle du mouvement en précisant que de nombreux membres de BLM ont appartenu à des organisations du mouvement des droits civiques ou du Black Power Movement avant d'intégrer BLM, parfois accompagnés de leurs enfants et de leurs petits-enfants.

L'article de Céline Planchou offre une analyse fouillée des mobilisations amérindiennes récentes contre l'oléoduc Keystone XL et le Dakota Access Pipeline, et montre également que ces mobilisations s'inscrivent dans une longue histoire de lutte pour les droits des autochtones qui prend racine au tournant des années 1970 et s'organisent autour de la mise en place de « camps », un type de mobilisation développé par les activistes amérindiens des années 1970.

Quoique très différentes, les mobilisations d'organisations arméno-américaines pour la reconnaissance par le gouvernement américain du génocide de 1915, et la proximité qu'elles tentent d'établir avec le candidat puis président Obama, étudiées par Julien Zarifian s'inscrivent également dans

## INTRODUCTION

une longue histoire de militantisme et d'activisme, dont le renouveau coïncide d'ailleurs avec la « révolution » politique et culturelle des années 1960-1970.

À partir d'observations de terrain dans le sud de l'Arizona, et plus précisément dans la ville de Tucson, James Cohen analyse les mouvements locaux de défense des droits des immigrés et les met en relation avec les concepts de race et d'ethnicité. Il met en lumière le fait que ces mobilisations sont étroitement liées à la racisation des Latinos par les autorités républicaines locales et s'inscrivent, là encore, dans une longue histoire de « *social and political 'whitening'* » de la ville de Tucson qui n'est néanmoins pas parvenue à faire disparaître l'influence mexicaine sur la ville mais révèle la profondeur des inégalités raciales que la suprématie blanche et la stratification ont contribué à creuser.

Enfin, Côme Pérotin analyse la concurrence entre populations latinos et juives hassidiques autour de l'accès à des logements abordables dans le quartier de Williamsburg (Brooklyn, New York). Il montre que les mobilisations de chacune des communautés pour faire valoir ses intérêts s'inscrit dans le cadre de la « *machine politics* »<sup>8</sup> caractéristique des grandes métropoles de l'est des États-Unis. Les associations communautaires deviennent dans ce contexte des acteurs de la machine politique en s'imposant comme des intermédiaires entre les élus et les électeurs-clients. Cette concurrence, toujours vive durant la présidence Obama, montre, de plus, la persistance des rivalités inter-minorités au bas de l'échelle sociale et la primauté de l'organisation sur des bases ethno-raciales.

Ces mobilisations se caractérisent par leur grande diversité d'objectifs mais aussi de stratégies, en grande partie héritées des mouvements passés. Elles constituent un continuum qui inclut le réformisme des militants latinos de Williamsburg déterminés à transformer la machine politique brooklynite en respectant les règles du jeu politique – une caractéristique qu'ils partagent avec les Arméno-Américains qui inscrivent leur mobilisation dans le cadre d'une mobilisation électorale classique, en attribuant ou retirant leur soutien aux candidats à l'échelle locale et nationale en fonction des orientations de l'administration Obama. Ce continuum comprend aussi l'ambition révolutionnaire du mouvement BLM de transformer le système pour mettre fin à un ordre « raciste et capitaliste », en tissant un vaste réseau capable d'établir

---

8. La « *machine politics* » est un type d'organisation politique particulièrement développé dans les grandes villes de l'est des États-Unis à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles, qui se caractérise par la présence d'un seul leader ou d'un groupe restreint tenant les rênes d'un parti de façon quasi autoritaire et exerçant un contrôle sur un grand nombre d'électeurs, en échangeant des services ou des emplois contre leurs votes. Voir par exemple Harold F. Gosnell, *Machine politics. Chicago Model*, (Chicago : University of Chicago Press, 1968) ; et John H. Mollenkopf, *A Phoenix in the Ashes : The Rise and Fall of the Koch Coalition in New York City Politics* (Princeton, NJ : Princeton UP, 1994).

un rapport de force en dehors des canaux politiques traditionnels, dans la lignée des franges radicales du Black Power Movement. Les mobilisations amérindiennes se situent dans un entre-deux : leurs modalités – dans un premier temps très formelles dans le domaine judiciaire puis exécutif dans le cadre d'un dialogue diplomatique – tiennent à la spécificité du statut des Amérindiens, qui appartiennent à des « nations domestiques indépendantes » habituées à jouer selon les règles du jeu. Toutefois, le non-respect des traités par le gouvernement américain (une habitude nationale qui commença dès la signature des traités) a fait opter les Lakotas impliqués dans la lutte contre les oléoducs pour des actions locales plus radicales d'occupation des terres à protéger, dans la grande tradition du militantisme amérindien des années 1970.

Quant aux militants pour les droits des immigrés de Tucson, leurs méthodes de protestations sont décrites par James Cohen comme étant légales et non-violentes avec parfois un recours à la désobéissance civile qui fait largement écho aux stratégies employées par les Africains-Américains lors du mouvement des droits civiques dans les années 1950-60.

L'élection de Barack Obama n'a donc pas véritablement engendré une révolution en termes de mobilisation politique des minorités, lesquelles s'inscrivent en grande partie dans la lignée de mouvements anciens.

Si les mobilisations décrites dans le dossier s'inscrivent dans des temps longs, la parenthèse Obama influe toutefois, d'une façon ou d'une autre, sur leur intensité ou la direction qu'elles prennent. Sa présidence semble en effet avoir constitué un contexte favorable à leur maintien, leur renforcement et parfois à leur émergence, et un certain nombre de similitudes entre elles se dégagent.

Barack Obama a souvent été qualifié de « first social-media president » (Bogost) pour sa propension à faire un usage conséquent et efficace d'un grand nombre de réseaux sociaux tout au long de ses deux mandats. Cette maîtrise des nouvelles technologies est d'ailleurs considérée comme une raison majeure de l'ascension politique fulgurante, jusqu'à la magistrature suprême, de celui qui se décrit volontiers comme un « geek ». Trois jours après sa première élection, en 2008, la journaliste américaine Claire Cain Miller écrivait dans le *New York Times* que son utilisation massive de nouveaux moyens de communication numériques faisait écho à l'appétence de John F. Kennedy pour la télévision et constituait une révolution politique (Miller). En basant sa stratégie de campagne sur l'utilisation d'internet, Obama a « changé la façon dont les hommes politiques mobilisent leurs sympathisants, font leur promotion auprès des électeurs, se défendent contre des attaques et communiquent avec leurs administrés » (Miller). De plus, l'autre caractéristique majeure de ses campagnes présidentielles réside dans la mobilisation massive de jeunes Américains issus de la génération Y, charmés par le charisme et la fraîcheur de celui qui s'était autoproclamé candidat de l'espoir. Ce regain de mobilisation des *Millennials* associé à un usage stratégique des nouvelles

## INTRODUCTION

technologies ont fait des émules au cours de ses deux mandats et sont désormais des éléments incontournables de toute mobilisation politique qui aspire au succès. L'article de Côme Pérotin pose la question du renouveau de la lutte pour des logements abordables à Williamsburg sous la présidence Obama et montre que sa campagne a eu un impact sur cette mobilisation. Elle a en effet directement entraîné une modernisation des méthodes employées grâce à l'implication nouvelle de militants plus jeunes qui avaient participé aux campagnes d'Obama, se considéraient plus progressistes que l'establishment démocrate new-yorkais et entendaient mettre un terme à la machine politique traditionnelle. Cette apparition de nouveaux acteurs directement inspirés par la stratégie électorale du président a rajeuni le paysage politique et militant local. Des processus similaires (rajeunissement de la base militante et recours massif aux nouvelles technologies) ont été documentés au sein de Black Lives Matter (un mouvement littéralement né en ligne) et du mouvement de résistance amérindienne. La mobilisation des Arméno-Américains, et notamment des plus jeunes d'entre eux, au travers de la plateforme « Armenians for Obama » en 2008, s'inscrit également dans cette dynamique.

Un autre point commun entre certaines de ces mobilisations réside dans l'émergence de ce qu'Alfonso Gonzales (cité dans l'article de James Cohen) a appelé les « new social movements of youth, students and racial, ethnic and sexual minorities » (Gonzales 2-3). Un certain nombre de mobilisations évoquées dans les articles de ce dossier ont été directement influencées par le succès grandissant de la *Critical Race Theory*, un courant intellectuel né dans les années 1980 qui vise à mettre en lumière la dimension structurelle et institutionnelle de la domination raciale et la marginalisation dont sont victimes les groupes racisés dans tous les domaines de la vie sociale. Ainsi, comme le laisse entendre Melina Abdullah, l'élection de Barack Obama a entraîné une libération de la parole progressiste et une plus grande volonté à aborder la question ethno-raciale dans une perspective critique. La parenthèse Obama a en particulier permis aux militants non-blancs d'aborder ces questions et d'affiner des concepts et des stratégies pour répondre à la reconfiguration du racisme opérée suite aux victoires législatives du mouvement des droits civiques par la droite américaine, dans les années 1970 et 1980, une reconfiguration qui visait à nier le racisme comme cause potentielle de la persistance des inégalités socioéconomiques entre les Blancs et les groupes racisés (étant entendu, selon les conservateurs, que le mouvement des droits civiques avait mis fin à l'oppression et à la suprématie blanche et avait, déjà, fait basculer les États-Unis dans une ère post-raciale)<sup>9</sup>. Il s'agit d'un élément fondamental

---

9. Voir Eduardo Bonilla Sivla, *Racism Without Racists : Color-Blind Racism and the Persistence of Racial Inequality in America*. (Lanham, MD : Rowman and Littlefield Publishers, 2014) (4<sup>e</sup> édition) ; Michael Omi et Howard Winant. *Racial Formation in the United*

dans la constitution du mouvement *Black Lives Matter*, mais également en ce qui concerne la résurgence du mouvement amérindien et le renforcement du mouvement de défense des droits des immigrés en Arizona.

Dans ce contexte, le développement de nouveaux courants antiracistes fondés sur une vision *color-conscious* de la société américaine et intégrant de surcroît à leur réflexion des outils conceptuels destinés à appréhender les interactions entre le genre, la race, la classe et d'autres catégories sociales pour illustrer la multiplicité des systèmes d'oppression, a favorisé la formation de coalitions dans une optique de convergence des luttes et d'union des minorités contre la suprématie blanche. Ce mouvement d'alliance entre minorités ne peut être considéré comme systématique et hégémonique et il convient, à ce titre, de nuancer les propos tenus dans ce dossier par Melina Abdullah qui présente la défense des droits des immigrés comme faisant consensus au sein du mouvement BLM et, par extension, au sein d'une communauté africaine-américaine dans laquelle les conservateurs seraient quantifiés de manière négligeable. Si le conservatisme noir est en effet traditionnellement largement minoritaire, la propagation de l'idéologie du *racial uplift* au début du xx<sup>e</sup> siècle et les débats passionnés qu'elle a depuis générés au sein de la population noire (Rolland-Diamond), et l'histoire du nativisme africain-américain, notamment en Californie<sup>10</sup>, sur fond de concurrence au bas de l'échelle socio-raciale<sup>11</sup>, doivent nous permettre de relativiser l'image d'Épinal d'une « communauté noire » uniformément progressiste. Toutes les mobilisations présentées dans ce dossier ne s'inscrivent du reste pas dans ce courant antiraciste radical. Mais les liens étroits tissés entre BLM, le mouvement amérindien, le mouvement de défense des droits des immigrés et plusieurs associations latinos à l'échelle locale à Los Angeles témoignent d'une grande inclusivité

---

*States* (Londres : Routledge, 2015) (3<sup>e</sup> édition) ; Ian Haney Lopez, *Dog Whistle Politics : How Coded Racial Appeals Have Reinvented Racism and Wrecked the Middle Class* (Oxford : Oxford UP, 2014).

10. Voir Melvin L. Oliver et James H. Johnson, « Inter-Ethnic Conflict in an Urban Ghetto : The Case of Blacks and Latinos in Los Angeles », *Research in Social Movements, Conflict, and Change* 6 (1984) : 57-94 ; Ewa Morawska, « Immigrant-Black Dissensions in American Cities : An Argument for Multiple Explanations » in Elijah Anderson et Douglas S. Massey (dir.), *Problem of the Century : Racial Stratification in the United-States* (New York : Russell Sage Foundation, 2001). 47-96 ; James H. Johnson, Walter C. Farrel Jr., et Chandra Guinn, « Immigration Reform and the Browning of America : Tensions, Conflicts and Community Instability in Metropolitan Los Angeles ». *International Migration Review* 31.4 (1997) : 1055-1095.

11. Sur ce point, lire notamment Nicolas C. Vaca, *The Presumed Alliance : The Unspoken Conflict Between Latinos and Blacks and What it Means for America* (New York : Harper Perennial, 2004) ; Yohann Le Moigne, « Race, ethnicité et concurrence interminorités : le cas des rivalités politiques entre Africains-Américains et Latinos dans la ville de Compton (Californie) ». *Politique américaine* 28.2 (2016) : 89-111.

## INTRODUCTION

et de la volonté de toucher et de convaincre un grand nombre d'individus directement concernés par les multiples oppressions de race, de classe et/ou de genre, ainsi que des sympathisants de ces luttes. La formation de coalitions, et notamment de coalitions interraciales, est également au cœur de la mobilisation des Latinos et des Juifs hassidiques de Williamsburg, ainsi que du mouvement de défense des droits des immigrés de Tucson qui, en dépit du rôle important joué par les militants latinos, ne constitue pas véritablement un mouvement ethnique.

Le cas des luttes amérindiennes anti-oléoducs est, dans ce contexte, particulièrement intéressant à observer car elles ont abouti, entre autres, à des alliances improbables, au vu de leurs longue histoire de conflits divers, avec des *ranchers* et des propriétaires terriens blancs avec qui les Lakotas partagent ici des intérêts territoriaux communs. L'existence de cette « *Cowboy and Indian Alliance* » témoigne peut-être d'une sensibilité accrue des communautés rurales blanches aux revendications et aux droits spécifiques des Amérindiens dans le contexte de libération de la parole sur la question raciale et les droits des minorités sous Obama. Elle illustre également, comme le montre Céline Planchou, le développement de l'idée selon laquelle la défense d'intérêts particularistes pourrait servir l'intérêt commun. Ce lien fait par les activistes entre particularisme et universalisme est une caractéristique notable de plusieurs mobilisations traitées dans ce dossier. James Cohen explique notamment que les objectifs du mouvement de défense des droits des immigrés de Tucson, dont les militants sont soit à la gauche du Parti démocrate soit en dehors, sont formulés en termes universels (« *justice for all human beings* ») plutôt qu'ethniques. Le mouvement BLM, quant à lui, se revendique noir avant toute chose mais se présente également comme une organisation de lutte contre les violences faites aux Noirs visant à transformer le système pour le bien commun. Le site internet du mouvement affirme à ce sujet :

*We are unapologetically Black in our positioning. In affirming that Black Lives Matter, we need not qualify our position. To love and desire freedom and justice for ourselves is a prerequisite for wanting the same for others<sup>12</sup>.*

De leur côté, les Arméno-Américains mettent ainsi souvent en avant le fait que la reconnaissance du génocide arménien par les États-Unis (puis la communauté internationale dans son ensemble) accompagnerait l'effort international de prévention des violences de masse et de lutte contre leur négation. Dans cette optique, ils s'investissent également dans d'autres causes que la leur, comme contre les violences au Darfour, auprès de l'organisation Save Darfur.

---

12. <https://blacklivesmatter.com/about/what-we-believe/>

Enfin, le dernier point commun entre les mobilisations décrites dans ce dossier est relatif à la déception engendrée par la présidence Obama, qui contraste avec l'immense espoir que sa victoire avait suscité.

La proximité croissante, à partir de 2005, entre Barack Obama et les associations arméno-américaines et sa sympathie affichée pour la cause arménienne ont entraîné une mobilisation massive des Arméno-Américains dans sa campagne présidentielle de 2008. Convaincus qu'une fois élu, Obama reconnaîtrait le génocide des Arméniens de 1915, geste symbolique – mais aux conséquences politiques et géopolitiques potentiellement considérables, du fait de la crispation extrême de la Turquie sur la question – attendu depuis des décennies, beaucoup d'entre eux s'investirent considérablement pour contribuer à sa victoire. Lorsqu'ils se rendirent compte, à peine quelques mois plus tard, que la politique du président ne différerait pas de celle de ses prédécesseurs à cause, notamment, de la nécessité d'apaiser les relations avec le monde musulman après deux mandats de George W. Bush et de ne pas s'aliéner la Turquie (allié important au Moyen-Orient), les Arméno-Américains considérèrent ce revirement comme une véritable trahison politique, si bien qu'ils cessèrent tout soutien à Obama et appelèrent même, pour certains, à voter pour Donald Trump en 2016.

Le sentiment de trahison est également présent chez un certain nombre d'Africains-Américains, notamment au sein du mouvement BLM, même si beaucoup d'entre eux n'attendaient pas de miracles de la part d'un « *mainstream liberal* » (pour reprendre l'expression de Melina Abdullah). Toutefois, ils étaient nombreux au sein de la population africaine-américaine à être à la fois fiers et optimistes, et à penser que sa qualité de Noir libéral, au sens américain, suffirait à le pousser automatiquement à agir spécifiquement pour eux. Si sa cote de popularité demeure extrêmement élevée dans l'ensemble de la population noire, le traitement parfois jugé insuffisant et même conservateur de la question raciale qui a caractérisé sa présidence en a déçu beaucoup, notamment des jeunes que l'on retrouve pour certains dans les rangs de BLM.

Les militants latinos de Williamsburg étudiés dans l'article de Côme Pérotin regrettaient, pour leur part, le manque d'investissement de l'administration Obama dans le secteur social, et en particulier dans le domaine du logement. Ceux de Tucson s'opposèrent, par leurs actes quotidiens, à celui pour lequel ils avaient massivement voté et qu'ils auraient aimé ne pas avoir à appeler le « *deporter in chief* » (James Cohen rappelle, en effet, qu'entre 2012 et 2014, les expulsions d'immigrés sans-papiers s'élevèrent en moyenne à plus de 400 000 par an).

Enfin, lorsqu'en novembre 2015 l'administration Obama n'autorisa pas la poursuite de la construction de l'oléoduc Keystone, il s'agit d'une victoire pour les militants amérindiens. Toutefois, leur joie fut rapidement nuancée par la déclaration du département d'État, qui justifia cette décision au nom

## INTRODUCTION

des intérêts des États-Unis, alors même que la mobilisation s'était organisée autour des droits collectifs autochtones. L'administration Obama montrait de ce fait qu'elle était peu sensible aux spécificités autochtones et confirmait une fois de plus que le président des États-Unis n'était pas le président des minorités. À sa décharge, Obama s'était toujours évertué à mettre en avant sa vision *colorblind* de l'Amérique et à insister sur le fait qu'il serait le président de tous les Américains.

La déception engendrée par le traitement par Obama de la question ethno-raciale entraîna une perte de confiance dans le gouvernement fédéral chez beaucoup de militants ainsi qu'un repli sur le local et sur la communauté. Là encore, il ne s'agit pas d'une spécificité historique liée à la présidence Obama. La grande majorité des mobilisations lors du mouvement des droits civiques avaient lieu à l'échelle locale par exemple, mais les victoires législatives et judiciaires du milieu des années 1960 avaient entraîné un regain de confiance dans l'action du gouvernement fédéral qui s'est délitée après son retrait du domaine social et l'avènement de la *dog whistle politics*<sup>13</sup>, notamment durant les présidences de Nixon et de Reagan. L'espoir suscité par l'élection d'Obama aurait pu instiller un peu de confiance envers l'échelon fédéral au sein des minorités ethno-raciales, mais la déception des militants fut telle que, globalement, il n'en fut rien. Qu'il s'agisse des militants amérindiens, des activistes de BLM, des militants latinos de Williamsburg et de Tucson, ou des membres d'organisations arméno-américaines, tous se replièrent dans une certaine mesure sur la lutte locale et la communauté. Évoquant le regain d'activisme chez les jeunes Africains-Américains à la suite de la série d'homicides policiers de ces dernières années, l'universitaire américaine Keeanga-Yamahtta Taylor illustre parfaitement cette idée dans un article du *Guardian* : « The black political establishment, led by Obama, had shown over and over again that it was not capable of the most basic task : keeping black children alive. The young people would have to do it themselves » (Taylor).

Mais comme l'ont montré Audrey Célestine et Nicolas Martin-Breteau dans un article récent, au travers du cas de l'émergence du mouvement BLM, les mobilisations communautaires durant la présidence Obama n'ont pas uniquement été alimentées par le bilan décevant du président (Célestine et Martin-Breteau). Elles ont aussi, pour beaucoup, été une réponse pragmatique à la réaction conservatrice, et objectivement raciste, d'une partie de la droite américaine et de l'extrême-droite au simple fait qu'un Noir était

---

13. L'expression « *dog whistle politics* » fait référence à des formes de stigmatisation raciale plus policées, codées, ne faisant pas explicitement référence à l'altérité. L'usage de l'expression « *welfare queens* » par Ronald Reagan pour stigmatiser implicitement les femmes noires des ghettos dépendantes des aides sociales afin de faire la promotion de sa réforme du système de protection en est l'un des exemples les plus célèbres. Voir Ian Haney-Lopez.

président des États-Unis. Au-delà du cas de BLM, la situation du mouvement de défense des droits des immigrés à Tucson est à ce propos très parlante. Il s'est renforcé dans un contexte défavorable pour les droits des immigrés du fait d'un rapport de force politique à l'échelle de l'État et à l'échelle fédérale favorable à un traitement répressif de la question migratoire : la supposée inaction de l'échelon fédéral (ou l'absence de clarté des positions ou des mesures prises par l'administration Obama) a engendré des initiatives à l'échelon local de la part des autorités conservatrices puis, en réponse, des militants pour les droits des immigrants.

La parenthèse Obama aura donc constitué un moment propice à l'émergence ou à l'évolution de mobilisations de groupes minoritaires, liées à ce que son administration n'a pas su (ou voulu) faire et/ou aux réactions que sa présence à la Maison-Blanche a suscitées au sein des courants conservateurs.

L'élection de Donald Trump en novembre 2016 suffit, en elle-même, à rejeter l'idée selon laquelle les États-Unis seraient devenus une nation post-raciale qui parviendrait à accommoder de manière juste et harmonieuse les groupes qui la constituent. La libération de la parole et des actes racistes que cette élection a engendrée, ainsi que les atermoiements de Trump dans les domaines sociaux ou internationaux, renforcent l'intérêt de l'analyse des mobilisations communautaires et nous éloignent chaque jour un peu plus de la perspective d'une société américaine apaisée ou la question ethno-raciale n'aurait plus aucune influence et, serait-on tenté d'écrire, n'aurait plus lieu d'être posée.

## SOURCES CITÉES

**BERRY**, John W. « A Psychology of Immigration ». *Journal of Social Issues* 57.3 (2001) : 615-631.

**BOGOST**, Ian. « Obama was too good at social media », *The Atlantic*, 6 janvier 2017.

**CÉLESTINE**, Audrey et Nicolas **MARTIN-BRETEAU**. « “Un mouvement, pas un moment” : *Black Lives Matter* et la reconfiguration des luttes minoritaires à l'ère Obama ». *Politique américaine*, 28. 2 (2016) : 15-39.

**DUPUIS**, Martin et Keith **BOECKELMAN**. *Barack Obama : The New Face of America*. Westport, CN: Praeger, Westport, 2008.

**GONZALES**, Alfonso. *Reform without Justice : Latino Migrant Politics and the Homeland Security State*. Oxford : Oxford UP, 2014.

**GROSSMANN**, Matt. « Just Another Interest Group ? The Organized Representation of Ethnic Groups in American National Politics ». *National Political Science Review* 1 (2009) : 291-307.

**HANEY-LOPEZ**, Ian. *Dog Whistle Politics : How Coded Racial Appeals Have Reinvented Racism and Wrecked the Middle Class*. New York : Oxford UP, 2014.

## INTRODUCTION

**HARRIS**, Fredrick et Robert **LIEBERMAN**. « Racial Inequality after Racism. How Institutions Hold Back African Americans ». *Foreign Affairs* (mars/avril 2015). <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2015-03-01/racial-inequality-after-racism>.

**KELLEY**, Robin D. G. *Race Rebels : Culture, Politics, and the Black Working Class*. New York : Free Press, 1994.

**LEIGHLEY**, Jan. *Strength in Numbers ? The Political Mobilization of Racial and Ethnic Minorities*. Princeton, NJ : Princeton UP, 2001.

**MARCHE**, Guillaume. « Why Infrapolitics Matters ». *Revue française d'études américaines* 131.1 (2012) : 3-18.

**MILLER**, Claire Cain. « How Obama's internet campaign changed politics ». *The New York Times*, 7 novembre 2008.

**PAUL**, David M. et Rachel **ANDERSON Paul**. *Ethnic Lobbies and US Foreign Policy*. Boulder, CO : Lynne Rienner Publishers, 2009.

**ROLLAND-DIAMOND**, Caroline. *Black America : une histoire des luttes pour l'égalité et la justice (XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles)*. Paris : La Découverte, 2016.

**PETTIGREW**, Thomas. « Thomas. Post-racism? Putting President Obama's Victory into Perspective ». *Du Bois Review* 6.2 (2009) : 279-292.

**TAYLOR**, Keeanga-Yamahtta. « Barack Obama's original sin: America's post-racial illusion ». *The Guardian*, 13 janvier 2007.

**SONENSHEIN**, Raphael J. « Obama's World : A New Politics of Race and Ethnicity in America? ». *Revue française d'études américaines* 119.1 (2009) : 10-22.